



# CHÂTEAUBRIANT

Journal de l'Association Nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française et de leurs Amis

10, rue Leroux, 75116 PARIS — Tél. 01 44 17 38 27

Fondateurs : ETIENNE LEGROS — MATHILDE GABRIEL-PÉRI

N° 233 - 2<sup>ème</sup> trimestre - Juin 2010

## Résister se conjugue au présent

Le concours national de la Résistance et de la Déportation a pour thème cette année l'Appel du 18 Juin. Si l'on ne se limite pas à la seule exégèse du texte, le sujet permet de bien comprendre comment la Résistance est née, et par quel processus la France a pu se libérer avec l'aide des Alliés.

L'Appel du 18 Juin fut un moment important, mais il n'explique pas tout. Sur l'ensemble du territoire national, des hommes et des femmes voulaient se battre contre les nazis, mais aussi contre Pétain et les collaborateurs. Dès le 17 juin, Charles Tillon, qui deviendra responsable des FTPF (Francs-Tireurs et Partisans français) avait rédigé et fait diffuser dans la région bordelaise un appel à combattre activement l'armée allemande. Dans la région parisienne, un homme dont l'histoire n'a pas retenu le nom, publiait un journal clandestin (Pantagruel) qui développait les mêmes thèmes. L'Appel du Général de Gaulle prit une grande importance parce qu'il fut diffusé par la BBC et suivi des effets que nous savons.

C'est l'ensemble de ces initiatives qui lança le début de la Résistance. Celle-ci se construisit patiemment. Il fallait convaincre et bien sûr informer sur les crimes des nazis et de leurs alliés collaborateurs. Résister, c'était écrire *Vive la France* à la craie sur un mur. C'était coller sur ces mêmes murs des papillons où pouvait se lire *Vive De Gaulle* ou *Vive l'Union Soviétique*. C'était cacher des armes, envoyer des informations à Londres ou participer à des filières d'évasion de pilotes alliés abattus. Pour d'autres, c'était s'inscrire dans un réseau de sauvetage d'enfants juifs. Oui, la Résistance était multiple, menée par des patriotes de toutes opinions, religions, et nationalités - Allemands antinazis compris.

Très rapidement il devint évident qu'il fallait aller plus loin. En juillet 1941, au métro Barbès-Rochecouart, celui qui allait devenir le Colonel Fabien lança la lutte armée en exécutant un officier de l'armée d'occupation, le premier d'une longue liste, la Résistance gagnant en efficacité. Mais cela ne se fit pas sans douleur car les nazis répondirent par la politique des exécutions d'otages. Il fallait alors tenir bon, continuer à se battre. La victoire était à ce prix. Convaincre le peuple français de la justesse du combat, faire en sorte que les petits ruisseaux du début deviennent fleuve impétueux après le débarquement des troupes alliées en juin 1944, tels étaient les enjeux. De nombreux patriotes y ont laissé leurs vies : fusillés, déportés, ils sont morts pour notre liberté.

Pour réussir dans ce combat l'union était indispensable et c'est Jean Moulin, délégué du Général de Gaulle sur le territoire Français, qui mena à bien cette tâche. Le 27 mai 1943, naissait le Conseil National de la Résistance (CNR) qui permit à celle-ci de prendre toute son am-

*Suite page 2*

## SOMMAIRE

P. 1 : Editorial

### **Nos peines**

P. 2 : Cany Poirier

P. 3 : Jacqueline Bordas  
Pierre Kaldor

### **Commémorations**

P. 4 : Ivry, 21 février  
Calendrier

P. 5 : Pierre Semard, 7 mars  
Carlepont, 22 mai

P. 6 : Fontevraud

### **Vie de l'association**

P. 7 : Congrès FNDIRP  
Aménagement  
du Mont-Valérien

### **Histoire**

P. 8 : Fusillés du 15/12/1941

P. 9 : Lucien Sampaix

P. 10 : René Despouy  
Résistants FTPF nantais

P. 11 : Gordes

P. 12 : Butte de Biard

## ANFFMRF et A

10 rue Leroux- 75116 Paris

permanence mardi matin

**(sauf en août)**

tél. : 01 44 17 38 27

courriel : anffmrfa@free.fr

cotisation + journal : 30 €

(selon les moyens de chacun)

**chèques à l'ordre de :**

**ANFFM**

**CCP : 3308-90 U. Paris**

La permanence-secrétariat du mardi sera fermée en août.

pleur. Le programme qu'il adopta servira de guide politique et redonna l'espoir à tout un peuple. Les actions armées prirent de l'importance et les maquis se développèrent. Le Débarquement, en juin 1944, allait trouver une France prête à se soulever car le travail clandestin avait porté ses fruits. Le Général Eisenhower lui-même déclara que l'aide de la Résistance pouvait être évaluée à plusieurs divisions. C'est ce lent et long processus qui aboutit à la victoire.

Aujourd'hui, nous participons au travail de mémoire indispensable à la connaissance de ces événements. Rendre hommage à tous les combattants, célèbres comme anonymes, c'est poursuivre leur combat, c'est résister à notre façon, en défendant les valeurs pour lesquelles ils ont lutté. La tâche est noble. Nous nous opposons à tous les négationnismes, aux récupérations ou détournements de l'Histoire, d'où que cela vienne. Il est impossible de banaliser la barbarie et faire comme si elle n'était qu'un simple accident.

Oui, le programme du CNR est toujours d'actualité, oui, comme nous l'enseigne Lucie Aubrac : « résister se conjugue au présent ».

**Georges Duffau-Epstein,**  
Secrétaire général

## Nos peines

*En février dernier, le Comité du Souvenir de Souge a perdu deux de ses membres : Jacqueline Bordas le 16, Cany Poirier le 24.*

*Jacqueline Bordas est la fille d'André Guérin, fusillé à Souge le 30 avril 1942, Cany Poirier celle de Régine Chassaing, Résistante, Déportée à Ravensbrück (d'où elle revint) et de Henri Chassaing. Elle est aussi la nièce de Roger Allo, fusillé à Souge le 24 octobre 1941. Toutes les deux étaient très actives au sein du comité. Hommage leur a été rendu par leurs familles, leurs amis et les membres du Comité de Souge, suivis par une foule recueillie.*



### **Cany Poirier,**

la femme de cœur, l'amie, la militante nous a quittés après une longue maladie, mais son souvenir ne s'effacera pas. Nous perdons une femme appréciée pour ses convictions, toujours mises au service des gens ; appréciée également par ceux qui ne partageaient pas ses opinions ; appréciée enfin pour sa courtoisie, son écoute, son respect de la différence. Sa disparition bouleverse profondément notre Comité. Cany, c'est la fille d'une famille de résistants, la famille Chassaing : Régine et Henri, ses parents, Roger Allo, son oncle fusillé à Souge le 24 octobre 1941.

En 1996, elle est élue secrétaire du Comité du Souvenir des Fusillés de Souge. C'est sous son impulsion que sera réalisée l'exposition, qui depuis, rayonne dans les établissements scolaires, municipalités, comités d'entreprise... Cany a su donner à notre Comité un nouvel élan et son élargissement à différentes associations de sensibilités diverses à l'occasion du procès Papon. C'est également sous son impulsion que la réalisation du Mémorial s'est concrétisée en 1999, qu'un Comité de parrainage national, formé de per-

sonnalités venues d'horizons divers, a été constitué en 1997-1998.

Puis est arrivée la maladie. Malgré tout, Cany continuait à participer assidument aux réunions du Comité, cherchait toujours la meilleure façon de donner son point de vue. Quand la maladie s'est faite plus présente, Cany n'a pas lâché. Elle a produit de gros efforts pour participer. Elle intervenait en s'excusant de ne pouvoir aller jusqu'au bout de ce qu'elle voulait dire. Mais elle le faisait ! Parfaitement lucide devant ce qui lui arrivait, elle a tenu jusqu'au bout !

Ses cendres ont été déposées aux côtés de celles de Guy, son mari, de Régine et Henri ses parents dans le caveau familial de Meyssac, en Corrèze.

Le Comité du Souvenir des Fusillés de Souge tient à souligner l'apport inestimable que Cany Poirier a su lui communiquer. Elle avait le souci de réunir les différentes composantes de la Résistance, les familles de victimes, des personnalités de toutes tendances. Elle avait aussi le souci de transmettre la flamme du souvenir aux générations futures, ne disait-elle pas, en 1993 : « *Je trouverais magnifique qu'au milieu du siècle prochain, des jeunes hommes, des jeunes femmes, s'interrogent sur nos messages, sentent un peu de notre sang couler dans leurs veines.* »

*Le Comité de Souge*



### Jacqueline Bordas.

Tout le monde t'appelait Jackie. C'est avec beaucoup d'émotion, que je vais te rendre un petit hommage.

Nous avons un point commun ; nous sommes les filles de deux fusillés de Souge. Ton père le 30 avril 1942, le mien, parmi les premiers, le 24 octobre 1941.

Nous avons eu un parcours différent : tu es restée à Bègles avec ta maman, tes frères et ta sœur. Ma maman a été déportée à Auschwitz où elle est décédée en mars 1943. Je suis partie de Bègles, chez une tante, puis chez une autre (Jarnac, Pau, Bordeaux, Pau, Bègles où je suis revenue en 1951). Nous ne nous connaissions pas.

Employées à la Mairie de Bègles, nous avons eu l'occasion de nous rencontrer... sans plus.

Lors du procès Papon, tu es venue me chercher pour faire partie du Comité du Souvenir des Fusillés de Souge et je t'en remercie.

Toi, tu y étais depuis longtemps, très active dès les années 90. Tu as participé à la réalisation de notre expo, avec Cany et Jean-René entre autres. Exposition que nous utilisons toujours lors des cérémonies à Souge, lors des visites de groupes, lors des témoignages dans les établissements scolaires. Tu t'étais beaucoup investie dans la recherche de lettres, de photos... Tu étais dans l'équipe de réalisation d'une cassette vidéo ; tu as témoigné, relatant ce moment très douloureux de ta vie d'enfant : l'arrestation par des policiers français de ton père, André Guérin.

Ensemble, nous étions trésorières du Comité, ce qui nous permettait de nous rencontrer très souvent, chez l'une, chez l'autre, et nous avons toujours quelque chose à nous raconter. Puis cette maladie que tu redoutais tant (tu en parlais souvent) est arrivée et tu as dû peu à peu cesser tes activités.

Au nom du Comité, je présente à tes enfants, à ta grande famille, nos sincères condoléances, et crois moi, nous partageons leur peine.

Allez, un petit clin d'œil à notre entente : adieu Madelon, où que tu sois, tu comprendras.

*Michèle Vignacq.*



### Pierre Kaldor, avocat.

Fidélité, dévouement, modestie sont les termes qui reviennent sous la plume de celles et ceux qui ont rendu hommage à Pierre Kaldor, avocat des démunis et des justes causes, disparu à 97 ans le 5 mars dernier.

En 1935, il figurait déjà face aux tribunaux nazis, dans l'équipe des défenseurs du Bulgare Georges Dimitrov, secrétaire général du Komintern. Quatre ans plus tard, condamné pour activités communistes, il est incarcéré à La Santé, à Bourges et à Clairvaux ... d'où il s'évade en 1943, avec l'aide active de son épouse. Combattant clandestin du Front national pour la Liberté et l'Indépendance de la France, on le retrouve à la direction du Mouvement national judiciaire. En compagnie de Marcel Willard, Joe Nordmann et Solange Bouvier-Ajam, on le voit l'arme au poing procéder à l'arrestation de Gabolde, ministre de la justice de Pétain, place Vendôme en juin 44.

Secrétaire national du Secours populaire, militant actif de la FNDIRP et de notre association depuis leur création à la Libération... jusqu'à ces dernières années. Pierre Kaldor était également président d'honneur de l'Association française d'amitié et solidarité avec les peuples d'Afrique (Afaspa) et ferme soutien de l'association Droit et solidarité... « En Allemagne, rappelle Roland Weyl, on porte aujourd'hui le deuil de celui qui fut l'animateur victorieux de la bataille contre les interdits professionnels qui prétendaient chasser de la fonction publique, et notamment de l'enseignement, ceux et celles qu'on suspectait de sympathies communistes ».

Chevalier de la Légion d'honneur, il était titulaire de la Croix de guerre avec palmes.

*J.C.*

## La branche juive de la MOI évoquée à Ivry

21 février 2010. Malgré le vent et le froid, au cimetière parisien d'Ivry, face à la stèle érigée en leur honneur, les membres du Groupe Manouchian reçurent un nouvel hommage de celles et ceux qui refusent l'oubli. Au cours de la cérémonie, l'un des orateurs, Monsieur Max Weinstein évoqua la personnalité peu commune de Missak Manouchian ainsi que les structures de la MOI (Main d'œuvre immigrée) à laquelle étaient rattachés divers mouvements juifs. De son intervention à Ivry, nous tirons les informations suivantes, fort résumées ici (que l'auteur nous en pardonne).

Suite à la Grande Guerre, la France ouvre ses frontières aux travailleurs étrangers. Ils affluent de toute l'Europe et s'installent tant bien que mal ; ils sont syndiqués, politisés, conscients. Le Parti Communiste en regroupe un grand nombre, et, au début des années 20, crée la MOI qu'on retrouvera en Espagne dans les Brigades internationales puis dans la Résistance française.

Pour des raisons d'efficacité, la MOI fut organisée en « groupes de langues ». Il y eut ainsi, par exemple, le groupe italien, l'espagnol, le grec, l'arménien, le hongrois, le roumain... et le groupe juif, composé de militants dont la langue commune était le yiddish, quel que soit leur provenance (Pologne, Lituanie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Allemagne...)

Ces « groupes de langue » pouvaient être en relation avec leur pays d'origine, ils n'en demeuraient pas moins organisés dans les structures du PCF. La branche juive de la MOI a développé, avant la guerre, un important réseau rassemblant individus isolés et familles, perpétuant les traditions ancestrales : cantines et dispensaires, troupes de théâtre et chorales, groupes sportifs du Yask (*Yidische Arbeiter Sport Klub*) club sportif des travailleurs juifs affilié à la FSGT (Fédération sportive et gymnique du travail). Des sections syndicales rattachées à la CGT étaient reliées entre elles par une Commission intersyndicale juive. Et un grand quotidien de langue yiddish, *Naï Press* (*Presse nouvelle*) a tiré jusqu'à 400 000 exemplaires ; il était diffusé dans toute l'Europe. Son héritier spirituel aujourd'hui est le mensuel en français *Presse nouvelle - magazine*, édité par l'UJRE (Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide). Cela concerne surtout Paris, mais des équivalences existaient en province (Lyon, Roanne, Nancy, etc).

A la veille de la seconde Guerre Mondiale, la MOI disposait, en France, de dirigeants expérimentés, de combattants aguerris (anciens des Brigades Internationales en Espagne) et de structures nées dans les communautés. Autant d'atouts quand vint le temps de la Résistance. La direction nationale clandestine de la MOI comptait quatre responsables principaux : Louis Gronowski, Arthur London (remplacé après son arrestation par Vasiliki – dit Victor Blajek), Jacques Kaminski (à l'organisa-

tion) et Edouard Kowalski (dit Tcharny), responsable zone sud. Associé à cette direction : Adam Rayski, responsable de la section juive dont « Solidarité » puis, avec leurs groupes de combat, l'UJRE, l'UJJ (« Union de la Jeunesse Juive ») et le MNCR (Mouvement National Contre le Racisme - ancêtre du MRAP).

Fin 1939, le mouvement « Solidarité » assure la relève de la branche juive de la MOI dissoute en septembre, en même temps que le PCF, par le gouvernement français. « Solidarité » alerte les juifs immigrés, organise l'aide aux familles, gère cantines et dispensaires, collecte des fonds et des fournitures ou du matériel indispensables à la vie quotidienne. Des journaux clandestins, en yiddish et en français circulent (à partir de 1942, ils seront édités par l'ensemble des organisations unifiées).

Tous les « groupes de langue » de la MOI donnèrent à la Résistance française nombre de combattants. Ainsi par exemple, les militants Républicains espagnols en exil, les Allemands ayant fui le régime nazi, les Arméniens, les Grecs...

Les formations Francs-Tireurs-Partisans de la MOI ont choisi de combattre l'oppression nazie en faveur de « la patrie des Droits de l'Homme », patrie qui, pour beaucoup, devint la leur à la fin de la guerre...

(Adapté de l'allocution de M. Max Weinstein, le 21 février 2010)

J.C.

### Calendrier 2010

Le Struthof-Natzwiller (Bas-Rhin)	27/06/10
Rouillé-Vaugeton (Vienne)	27/06/10
Maillé (Indre-et-Loire)	25/08/10
Cascade du bois de Boulogne, Paris (Seine)	Fin août
Le Ruchard, près d'Avon-les-Roches (Indre-et-Loire)	02/10/10
Cimetière d'Ivry (Seine)	09/10/10
Châteaubriant, La Blisière (Loire-Atlantique)	23 et 24/10
Belle-Beille (Maine-et-Loire)	24/10/10
Souge (Gironde)	24/10/10
Paris XII et Caen : Fusillés du 15 décembre 1941	11/12/10

## Pierre Semard honoré à Bordeaux

Grâce à l'opiniâtreté du président de l'ANCAC (Association nationale des cheminots anciens combattants) de Bordeaux, M. Alain Lagardère, un lieu public de cette grande et belle cité porte enfin le nom de Pierre Semard, figure de la Résistance cheminote, fusillé comme beaucoup d'autres patriotes pendant la seconde guerre mondiale. Situé près de la gare Saint-Jean, un rond-point portant son nom a été inauguré dimanche 7 mars 2010.

Cheminots, syndicalistes, militants et sympathisants, nombreux jeunes... et porte-drapeaux sont venus à la cérémonie. Monsieur Alain Moga, adjoint au maire de Bordeaux, prit la parole ainsi que Didier Le Reste, secrétaire général de la fédération CGT des

cheminots. Robert Moullière, président national de l'ANCAC participait tout naturellement à cet hommage public.

Après les discours d'usage, le dévoilement de la plaque commémorative fut accompli par Ju-

liette et Jules (arrière petits-enfants de deux Fusillés de Souge) accompagnés de M. Moga. Plus tard, dans l'après-midi, celles et ceux qui le désiraient se rendirent au Camp de Souge afin de rendre hommage aux multiples Résistants, cheminots ou non, abattus dans ces landes girondines, haut lieu de mémoire.

*Michèle Vignacq.*

*(L'exposition du Comité du souvenir des Fusillés de Souge était demeurée, une semaine durant, au restaurant d'entreprise de la SNCF).*



## Carlepont, 22 mai 2010

Aujourd'hui, nous sommes ensemble ici, dans l'Oise près de Compiègne, pour rendre un solennel hommage aux six patriotes qui furent inhumés dans ce cimetière communal après avoir été lâchement fusillés par les nazis à Moulin-sous-Touvent. Ils s'appelaient : Léon, Durville, Arthur Lefebvre, Emile Michaud tombés le 21 février 1942; Corentin Cariou, Baptiste Rechossière, Pierre Rigaud tombés le 7 mars 1942.

Léon Durville, âgé de 62 ans, fut incarcéré au camp de Royallieu (Compiègne) avant de tomber sous les balles nazies.

Arthur Lefebvre avait été arrêté avec son épouse, par la police française du gouvernement de Vichy, le 21 mai 1940. Condamné à quatorze mois de prison, écroué à la maison d'arrêt de Rouen, il fut livré aux autorités allemandes en janvier 1942. Lui aussi connu Royallieu avant d'être fusillé, un mois plus tard.

Emile Michaud, parisien de 41 ans, est également passé par le même camp...

Corentin Cariou, marin-pê-

cheur breton devenu ajusteur, militant syndical, adhère en 1923 au Parti communiste français. Il sera élu conseiller municipal du 19ème arrondissement de Paris, en 1938. Il est arrêté le 5 octobre 1940, interné à Aincourt, Poissy, Châteaubriant et finalement Royallieu. J'ai toujours une pensée particulière pour sa fille, mon amie Andrée, aujourd'hui disparue. Elle a

su honorer la mémoire de son père tout au long de sa vie. Militant à notre Association nationale des familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance française, elle en fut la présidente.

Baptiste Rechossière, corrézien habitant Aubervilliers, agent de la RATP, militant de la CGT, du Parti communiste français et du Secours rouge (aujourd'hui Se-



## Carlepont, 22 mai 2010 (suite)

cours populaire) fut arrêté le 20 mars 1940 pour distribution de tracts. Interné en avril 1941 à Aincourt, jugé comme meneur, il est transféré au centre de séjour surveillé de Gaillon et, la veille de son exécution, à Royallieu.

Pierre Rigaud, jeune dessinateur industriel, orphelin de la première guerre mondiale, dirigeant des Jeunesses communistes et secrétaire particulier de Maurice Thorez, participe à la campagne de France. Après sa démobilisation, il reprend son engagement

politique. Il est arrêté le 5 octobre 1940 et interné successivement à Aincourt, Fontevraud, Clairvaux, Choisel à Châteaubriant et enfin Royallieu. Des notes qu'il avait réussi à envoyer, permirent à Louis Aragon d'écrire, sur les martyrs de Châteaubriant, un texte qui fut distribué dans la clandestinité et qui a contribué, à sa manière, à l'élan patriotique de la Résistance. Rigaud passa sa dernière nuit à écrire à ceux qui comptaient le plus pour lui...et envoya ces derniers mots à son

épouse : « Fais de notre poupée une fille instruite. Elle n'aura jamais à rougir de son père. »

Nous tous ici, tout comme sa fille Marie-Claude, n'avons pas à rougir de ces hommes. Nous sommes fiers de leur courage et de leur dignité. Nous devons aujourd'hui plus que jamais les prendre pour modèles et faire en sorte que leur histoire ne soit pas oubliée, en particulier par les nouvelles générations.

Jacqueline Ollivier-Timbaud.

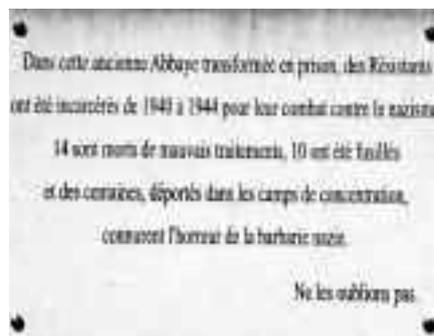
## Impossible oublié : Fontevraud marche pour la paix

Fondée en 1001, haut lieu de spiritualité catholique aux allures de « cité idéale close », l'Abbaye royale de Fontevraud devint prison centrale de 1804 à 1963. Depuis 1975, elle abrite le Centre culturel de l'ouest et assume son passé religieux et carcéral. Placée au sortir de la « cour de l'écrou » en 2005, une plaque commémore la sombre période 1940-1944 : en six lignes, le principal est dit (photo ci-contre).

Du 2 au 11 avril 2010, sous le titre « *L'impossible oublié* », les Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation du Maine-et-Loire et la municipalité de Fontevraud - l'Abbaye ont organisé une série de manifestations dont le succès est un encouragement à poursuivre le travail de mémoire. Expositions, conférences, présentation de livres, spectacles, témoignages de Déportés, projection du film « *Les Mille, un train pour la liberté* », marche pour la Paix... le programme était riche d'enseignements et un public nombreux sut répondre à l'invitation.

Les expositions rassemblées au foyer municipal Yves Duteil, témoignaient de recherches et mises en forme variées. Avec l'émotion propre qu'ils dispensent, les travaux les plus modestes, réalisés en milieu scolaire, étaient judicieusement complé-

mentaires des réalisations adultes les encadrant. Intitulé « *La Déportation* », le guide illustré de la très instructive exposition en 40 panneaux proposée par l'AFMD du Maine-et-Loire est un bel outil proposant - pour 15 € port compris (1) - la totalité des textes affichés. Son concepteur, Monsieur Roger Poitevin a par ailleurs pré-



senté, au cours de la semaine, dans l'enceinte même de la toute proche Abbaye royale, l'ouvrage qu'il vient de consacrer à ces lieux devenus prison : « *Abbaye-Bagne de Fontevraud, 1940-1944* » dont nous avons déjà rendu compte dans le n° 232 de « *Châteaubriant* » (1). Ce fut l'occasion pour lui de retracer le parcours de son père, Résistant déporté à Bergen-Belsen d'où il ne revint pas.

Par ailleurs, Monsieur Jacobzone entretint un public attentif de « l'éradication tranquille », la

Shoah, appliquée aux Juifs angevins... et européens : comment, progressivement, l'idée vint aux nazis d'éliminer tout un peuple – comment fonctionnait « l'abattoir humain » d'Auschwitz - Birkenau...

Messieurs Clément Quentin et Emile Picard, vinrent témoigner, rappelant leur arrestation, leur incarcération puis leur transfert vers les Camps en Allemagne... et leur séjour, avec ses horreurs.

Un autre soir, la chorale Happy Gospel, de Fontevraud, interpréta nos classiques incontournables : « *Chant des Partisans* », « *Nuit et brouillard* », « *Chant des Marais* ». Puis un spectacle de lectures et ombres chinoises retraça huit destinées tragiques, évoquées à partir d'objets : une écharpe, une lettre, une poupée, une photographie, des bijoux, un bréviaire...

Vendredi 9 avril, une Marche pour la Paix, imposante et silencieuse, rassembla des écoliers, des collégiens et de nombreux citoyens qui défilèrent à travers la ville et son « abbaye-bagne ». Les autorités civiles et militaires, les porte-drapeaux des associations ouvrirent la marche après recueillement au monument de la place du « 8 Mai » où Madame Hélène Cabrillac, vice-présidente de l'AFMD-49, déclara. « Cette marche est un engagement pour faire de votre vie un combat pour la

## Impossible oublié : Fontevraud marche pour la paix (suite)

paix... pour un monde meilleur de liberté, d'égalité et de fraternité, devait-elle déclarer en s'adressant plus particulièrement à la nombreuse jeune assistance ».

Dans l'abbaye, sous la plaque de la cour de l'écrout, un drapeau rayé bleu et blanc, frappé des triangles de couleurs distinguant les Déportés des Camps, frappé aussi de la sinistre étoile jaune, le drapeau de la Déportation reçut, de chaque marcheur, une rose blanche hautement symbolique.

La Marche pour la Paix s'est achevée près de l'école élémentaire par des chants d'enfants, la plantation d'un magnolia - arbre de la Paix - et le dévoilement

d'une plaque portant le nom du lieu : « Place de la Fraternité ».



*Le drapeau des Déportés est fleuri par les jeunes scolaires devant madame Régine Catin et Roger Poitevin (photo : Bulletin n°31 de l'AFMD du Maine-et-Loire).*

Madame Régine Catin, maire de Fontevraud-l'Abbaye et son Conseil municipal ont su accueillir, faire vivre et accompagner-là une initiative dont nous saluons volontiers la pertinence et le succès.

Jacques Carcedo

*(1) édité par : AFMD  
Maine-et-Loire, 3 rue  
des Fauvettes. 49070  
BEAUCOUZÉ.*

## La vie de l'association

### Message aux congressistes de la F.N.D.I.R.P.

Denise Bailly Michels, représentant l'association nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance française et l'amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé a salué dans les termes suivants les congressistes réunis à Marseille.

Nos associations font leur le thème retenu, « solidarités d'hier et d'aujourd'hui » :

- hier, dans les camp de la mort d'Hitler, Mussolini, Pétain,
- aujourd'hui, avec tous ceux qui résistent, en temps de paix, contre les injustices multiples qui vont s'aggravant à l'encontre des

chômeurs, des malades, des sans-papiers, des précaires et, en général, des plus démunis au profit des nantis.

L'association des Familles de Fusillés doit, de son côté, avec l'appui de la FNDIRP, faire valoir, encore et toujours, les droits à indemnisation de trop nombreux orphelins de Résistants injustement « oubliés » par les décrets de 2000 et 2004 qui, plus de 65 ans après, doivent se contenter une fois encore des promesses des pouvoirs publics.

En ce domaine, l'exigence de solidarité nationale et d'équité va

de pair, avec l'exigence de dignité à l'égard des ayants-droit concernés.

Comme le verbe « Résister », l'expression « être solidaire » se conjugue au présent dans toutes les circonstances, sous toutes les latitudes, partout où des êtres humains défendent leur droit à la vie.

En vous souhaitant un congrès riche et constructif, notre association vous adresse son amitié la plus sincère.

*(Compte rendu sera publié dans le prochain numéro de Châteaubriant.)*

### Un outil pour la mémoire : le Mont-Valérien

Le projet d'aménagement muséographique du Mont-Valérien devient une réalité tangible, visible. Quelques éléments (importants) y manquent encore : ascenseur, signalétique du chemin d'accès à la chapelle, par exemple. Mais, tel qu'il est - après des années de discussions et de patience - cet ensemble sobre et digne présente un grand intérêt. Son inauguration a eu lieu, le 5

mai dernier, en présence de trois ministres, dont deux, Messieurs Morin et Falco, ont pris la parole devant une assistance d'invités officiels emplissant la Clairière des Fusillés et le belvédère en surplomb.

Dès l'extérieur du fort, la nouveauté s'affiche : à gauche de la façade monumentale du Mémorial de la France combattante, devant le bâtiment administratif du site,

s'élève désormais un Centre de documentation ouvert au public. Dans ce vaste hall de verre peuvent être consultées, sur bornes interactives, des notices biographiques accompagnées de reproductions de lettres, documents divers et photographies concernant tous les Fusillés d'Ile-de-France connus. Par ailleurs, des écrans diffusent des images d'archives sur la mémoire des Fusillés, les

## Un outil pour la mémoire : le Mont-Valérien (suite)

Compagnons de la Libération, le Mémorial et les cérémonies qui s'y sont déroulées.

La Chapelle a été restaurée, protégée des outrages du temps, conservant ses quelques graffitis sauvegardés et laissés en place, avec les poteaux d'exécution et cercueils-caisses-de-bois retrouvés dans une casemate en 1944. L'ancienne écurie, elle aussi lieu d'ultime attente des condamnés, a été judicieusement et intelligemment transformée en mini-musée consacré à la Répression en Ile-de-France. Outre des explications et documents relatifs à la période, on peut y découvrir, sous des photo-portraits, des lettres de Résistants en attente d'être assassinés quelques heures plus tard dans la clairière toute proche ou en d'autres lieux...

Cette écurie devenue musée a vu l'un de ses pignons ouvert sur la lumière du jour : le verre a remplacé la pierre et la vue se porte sur la Cloche du Souvenir, œuvre de Pascal Convert où sont gravés 1014 noms de Fusillés du Mont-Valérien, ceux qui ont pu être iden-



tifiés à ce jour.

De nombreuses familles étaient présentes en ce haut lieu, mais aussi des lycéens de Suresnes, représentant les générations de la paix pour qui la Résistance comme la Déportation ne sont connues que par les cours d'histoire...

Outre les finitions attendues, il reste à utiliser désormais cet outil de mémoire réaménagé. Pour les

pouvoirs publics, les associations, les musées, mais aussi pour les familles, les enseignants, il faudra continuer à œuvrer pour que cet ensemble remarquable remplisse son office de passeur d'une flamme qui, selon le mot du Général De Gaulle, « ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas »...

Pierre Rebière  
Jacques Carcedo

### Histoire

## Les 95 Fusillés du 15 décembre 1941

Le 15 décembre 1941, au fort du Mont-Valérien, commune de Suresnes (Seine), à la centrale « Beaulieu » de Caen (Calvados), à Châteaubriant près de l'étang de La Blisière (Loire-Atlantique) et en forêt de Fontevraud (Maine-et-Loire)...95 otages ont été fusillés par les nazis. Chaque année, hommages leur sont rendus en différents lieux.

Dans son numéro du premier trimestre 2010, notre journal a rendu compte des cérémonies qui se sont tenues, en décembre dernier, dans le Xème arrondissement de Paris. Le manque de place nous avait alors poussé à reporter la publication des noms de ces victimes de la barbarie nazie activement soutenue par l'Etat français de Philippe Pétain. Voici la liste dont nous disposons :

Paul, Perec ACKERMANN; Jankiel ACKERMANN; Adrien, Louis AGNES; Nysime ALTERLEJB; Paul ANDREITCHOUK; Louis BABIN; Henri BANNETEL (ou BARNETAL); Paul, Jean, Victor BAROUX; Roger BERNE; Julien, Pierre BERTHIER; Gabriel BIGOT; Emille BILLOT; Mordka BLAT JUDKA; Marcel BOCZAR; Pierre, Paul BOISSON; Albert BORENHEIM; Serge BOULLE; Icek BRATSZTAJN; Elie BRITAN; Wolf BURSZTIN; Israël BURSZTYN; Huna CAISMAN; François, Henri CARCEDO; Raoul COSSET (ou GOSSET); Victor COURTOUT; Francis CRENO; Jean-Marie DAMICHEL; Henri DARRACQ; Joseph DARRIET; Charles, Louis DEHAN; Joseph DI FUSCO; Israël ESZENBAUM; Michel, Victor FARRE; Beïrel FEILER; Jakob FELDMAN; Froïm FELDMAN; Marcel FEZANDELLE; Fabius FINKIELMAN; Bernard FISCHER; Jacob FLAMM; Joseph FRIEDMAN; Bernard FRIEDMANN; Natan FUKS; Ygor GOLDFARB; Israël GOLDSTEIN; Israël GOUREVITCH; Isaac GOUREVITCH; Jacques ou Isaac GRIMBAUM; Joseph GRINBLAT; Chil GRINNOCH; Moïse dit Maurice HELLER dit GELLER; Léon, Louis, Hippolyte HERRISSON GARIN; Israël ITZKOWITCH; Fernand Joseph JACQ; Israël JACOBOWICZ; Noech, Noël KALWARJA; Icheek KLAJNFINGER; Szlama KNAPAJ; Samuel KORENBLUM; Octave LAMAND; François, Jean, Marie LANGOUET; Eugène, Marie LE CORRE (ou LE CORC); Serge MAKAROFF; Israël MARDFELD; Hirsch, Leib MEJEROWICZ; David, Mayer MLYNARD; Joseph, Constant, Mathias MONETTI; Jean, Marie, Julien, François MORVAN; Robert MOUSSU; Simon NADEL (ou NAIABEL); Joseph, Pierre, PELLUAU; Daniel PERDRIGE; Gabriel, Joseph PERI; René PERRAULT (ou PERROUALT); Pierre, Maurice PILLET; Henri PROU; Désiré, Alix PUCET (ou PUGET); Elie SALOMON; Lucien SAMPAIX; Hermann SCHIPKE; Jean, Albert SELINGMANN; Maurice SINGER; Nachim SPERLING; Aron SZCYPPIOR; Léon, René THIBERT; Georges THORETTON; Alexandre TURPAULT; Paul, Yves, Marie VAGUET; Georges VIGOR; Charles WEINBERG; Alje ZAJDORF; Meir ZAUBERMANN; Samuel ZEMBROWSKI; Berck ZLOTYKAMIEN; Elie ZYSMAN.

Source: Base de données de Thomas POUTY

## Lucien Sampaix

Conférence tenue à la Mairie du 10<sup>ème</sup> arrondissement, le 11 décembre 2009 (extraits).



Évoquer la figure de Lucien Sampaix, ancien journaliste à l'Humanité, fusillé le 15 décembre 1941 à Caen à l'âge de 42 ans, oblige à rappeler combien sont nombreux les employés de l'Humanité à avoir payé leur engagement de leur vie. Commençons par Jean Jaurès, assassiné à la veille de la Première Guerre mondiale. Rappelons-nous de Daniel Féry, mort le 9 février 1962 à la station de métro « Charonne » pour avoir manifesté contre la guerre d'Algérie.

Cinquième enfant d'une famille qui en compte sept, Lucien Sampaix est né le 13 mai 1899 à Sedan (Ardennes). Sa mère travaille comme femme de ménage. Son père est ouvrier dans une filature. Syndiqué, il compte parmi les rares lecteurs de l'Humanité du département. En 1911, Lucien Sampaix est apprenti dans une usine de métallurgie. Trois ans plus tard, la Première Guerre mondiale éclate. À l'image de neuf autres départements, les Ardennes sont occupées par l'armée allemande, provoquant l'exode de plus d'un million de personnes... Quelques mois avant la fin du conflit, il est incorporé dans un service infirmier à Metz.

Démobilisé, Lucien Sampaix retourne à Sedan en 1921. Embauché comme ajusteur-mécanicien, il se syndique puis adhère au parti communiste... Il devient secrétaire du syndicat local des métaux et secrétaire du rayon communiste de Sedan.

En 1925, il s'élève contre la guerre du Rif qui oppose les rebelles marocains emmenés par Abdelkrim aux troupes espagnoles puis françaises à la tête desquelles Franco et Pétain s'illustreront... Progressivement, il incarne le communisme dans les Ardennes. À tel point que le périodique socialiste local, ne parle plus des communistes mais des « Sampaix » !

Conséquence de son militantisme, il est régulièrement licencié et devient secrétaire de la région nord-est (Aisne, Marne, Ardennes)... En l'espace d'un an, le nombre d'adhérents est multiplié par cinq et le tirage du journal régional augmente de 40%... Condamné à six mois de prison pour « provocation de militaires à la désobéissance », il est susceptible à tout moment d'être emprisonné. Arrêté à la fin de l'année 1931, il est incarcéré pendant neuf mois et ne recouvre la liberté qu'à la faveur de l'amnistie présidentielle qui suit l'élection de mai 1932.

Ultime manifestation de sa présence dans les Ardennes, Lucien Sampaix (emprisonné) est candidat aux élections législatives en 1932 et obtient 16,43% des suffrages exprimés, score plus qu'honorable en regard du résultat national du Parti communiste (8,4%).

En août 1932, Lucien Sampaix rejoint la rédaction de l'Humanité et intègre la rubrique des informations. Ce recrutement s'inscrit dans la volonté de promouvoir des journalistes d'origine ouvrière... En parallèle, il est candidat aux législatives de 1936 dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Devancé par le candidat radical-

socialiste, il se désiste au second tour. Par douze voix d'avance, la gauche l'emporte. En France, le Front populaire triomphe... Léon Blum préside le gouvernement. Au lendemain de la victoire du Front populaire, Lucien Sampaix est nommé secrétaire général de l'Humanité. Il continue son travail de journaliste, s'employant à dénoncer l'activité des organisations d'extrême-droite « aux ordres du grand patronat et des ennemis du pays ». Poursuivi pour avoir enfreint la loi dans l'un de ces articles, il est acquitté le 28 juillet 1939. Un mois plus tard, l'Allemagne et l'URSS signent le pacte de non-agression. Immédiatement, la presse communiste est suspendue puis interdite. La France entre en guerre. Mobilisé, Lucien Sampaix est affecté dans une usine, mais le directeur refuse de le prendre.

Le 26 septembre 1939, le Parti communiste est interdit. Entre temps, Moscou et Berlin se sont partagé la Pologne. Hors-la-loi, Lucien Sampaix participe à l'édition clandestine de l'Humanité jusqu'à son arrestation en décembre 1939. Le 25 décembre 1940, il s'évade et se réfugie à Paris chez un ancien ouvrier de l'imprimerie de l'Humanité. Trois mois plus tard, il est arrêté à la suite d'une perquisition opérée chez le militant qui l'héberge. Fin août 1941, Lucien Sampaix est traduit devant la section spéciale auprès de la Cour d'appel de Paris. Contre toute attente, il n'est pas condamné à mort, mais aux travaux forcés à perpétuité. Mi-septembre 1941, il est transféré à la prison centrale de Beaulieu à Caen.

Le 15 décembre 1941, Lucien Sampaix est fusillé à Caen. Ce jour là quatre-vingt-quinze otages sont assassinés par les nazis, dont Gabriel Péri au Mont-Valérien.

Alexandre Courban  
Historien, Président  
de « Mémoires d'Humanité »

## René Despouy, une vie de militant



1916 – 9 octobre – Naissance de René Despouy, troisième des six enfants d'un père cheminot et d'une mère au foyer.

1937 – Il entre à l'imprimerie Leroux, à Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire), suit des cours du

soir et devient typographe. Il milite activement aux Jeunesses communistes.

1938 – Il épouse Lucienne Leroux.

1938 /1939 – Il fait son service militaire à Nancy où on lui confie l'instruction des recrues.

1940 – Démobilisé en septembre à Châteauroux, il reprend son activité professionnelle et ses responsabilités de militant.

1941 – avril – Il entre en clandestinité, poursuivant, dans la Résistance, son engagement anti-nazi. Il fait alors partie du triangle de direction des Jeunesses communistes en région parisienne avec Jean-Louis Compagnon et Camille Baynac. Il assure la branche « organisation » en remplacement du frère de Danielle Casanova. Il sera la cheville ouvrière de plusieurs manifestations d'étudiants à Paris.

1942 – 17 juin – A 26 ans, il est arrêté (ainsi que sa femme qui l'avait rejoint depuis six semaines) à Paris, rue Oberkampf, et conduit au dépôt du quai de l'Horloge. Si l'interrogatoire est rapide pour elle, le sien s'avère très dur. Ils sont ensuite envoyés au Fort de Romainville, lieu de rassemblement et d'internement des futurs otages.

10 août – 19 heures – René fait savoir à Lucienne qu'il part en Allemagne le lendemain.

11 août – 6 heures – Un car emmène de nombreux hommes... au Mont-Valérien. Il fait partie des 88 résistants fusillés ce jour-là.

C'était un homme secret et fier, avec un besoin absolu de liberté, mais un homme d'action. Sportif, arbitre de football, il faisait de l'athlétisme. Bien que peu démonstratif, il attirait la sympathie. Ses camarades appréciaient sa maîtrise de soi, ses qualités d'organisateur et son courage.

La Croix de guerre avec citation et étoile de vermeil lui a été attribuée à titre posthume. Une salle de sport et une rue portent son nom à Saint-Pierre-des-Corps.

*Hélène Biéret*

## Résistants FTPF nantais – 67<sup>ème</sup> anniversaire

En février dernier, la Résistance en Loire-Atlantique a été honorée par une série de manifestations du souvenir, ouvertes, en présence de Monsieur G. Frappier représentant le Député-maire de Nantes, par un hommage aux syndicalistes tombés dans la lutte contre les nazis et leurs complices pétainistes. Les plaques portant les noms de 181 d'entre eux sont visibles aujourd'hui à la Maison

des Syndicats de l'ancienne Gare de l'Etat à Nantes, depuis leur transfert de l'ancienne Bourse du Travail.

Le samedi 13 février, 67 ans jour pour jour après l'exécution de 25 Résistants du « Procès des 42 », sur le lieu même du champ de tir du Bêle, une commémoration officielle s'est déroulée en présence des autorités civiles et militaires, avec la participation des

organisations issues de la Résistance et des membres de familles venues d'Espagne et du sud de la France. Car, cette année, après 8 ans de recherches menées par Annie Buraud et Gérard Roulic, la famille d'Ernesto Prieto Hidalgo était venue des Canaries.

Dans l'après-midi, Madame Morinière, adjointe au maire de Saint-Luce rendait hommage aux Résistants et, particulièrement, à

Jean et René Losq.

Le lendemain matin, au cimetière de La Chapelle-Basse-Mer, où depuis 2006, le carré des « Cinq Républicains Espagnols » est marqué d'un monument, l'historien A. Bergerat a rappelé comment furent retrouvées les familles espagnoles des Fusillés, mais aussi pourquoi et comment ces opposants au nazisme périrent : « Ils sont jugés en compagnie de leurs frères d'armes français lors de l'unique « Procès des 42 » qui se tient en janvier 1943. A l'exception de Gomez Ollero, parqué dans une autre cellule, ils se retrouvent emprisonnés ensemble, dans une geôle qu'ils partagent avec Jean Bouvier et Auguste Chauvin... C'est grâce à l'initiative du Comité du souvenir, créant le « Collectif du procès des 42 », qu'ils sont sortis de l'oubli. Condamnés à mort le 28 janvier 1943, ils sont fusillés au terrain du Bêle, en compagnie de 32 autres Résistants et leurs corps sont inhumés aux côtés de ceux de 12 Français... »

Lors de la réception en mairie de Nantes, Jean Chauvin a fait découvrir à la famille d'Ernesto Prieto Hidalgo, les fins manuscrits



passés à sa mère dans les ourlets de son linge : messages où il donne des informations précieuses sur ses camarades espagnols. Informations que nous avons pu exploiter, des décennies plus tard, dans la recherche de leurs familles. FR3-région a produit un beau reportage à ce propos, interviewant Annie Buraud, Isabelle Hidalgo et son cousin Er-

nesto Prieto Rodriguez.

Joël Busson

*Un ouvrage de Carlos Fernandez, consacré au parcours de Républicains Espagnols au sein de la Résistance en Loire-Inférieure, est annoncé pour fin mars 2010 ; d'autres initiatives du Comité du Souvenir évoqueront les camps de Rouillé et de Montoir-de-Bretagne.*

## Gordes

Perle du Lubéron. Ô combien pittoresque cité du Vaucluse, visitée à longueur d'année ! Commune du Village des boriers (habitations de pierre sèche coiffées d'une fausse voûte en encorbellement, sans mortier, la pesanteur fixant et maintenant l'ouvrage, comme cela se faisait aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles). Commune de l'abbaye de Sénanque, modèle d'architecture cistercienne. Site d'implantation, dans son château Renaissance, d'un musée consacré à Victor Vasarely (jusqu'en 1996) puis au peintre flamand Pol Mara... Le monde entier se déplace et visite Gordes, mais : qui sait qu'un carré des Fusillés est

entretenu au cimetière de la ville ?

Un ouvrage, édité en 1985 à compte d'auteurs par Joëlle Cordelette et René Lajet, rappelle que : « Gordes a subi la fureur allemande. En août 1944, un soldat nazi est tué par des membres du maquis, le village souffre de violentes représailles de la part des occupants. Le 22 août, il est bombardé, plusieurs maisons sont ensuite détruites à la dynamite et d'autres incendiées. De plus, au cours des mêmes événements, treize personnes sont tuées ou exécutées. Il faut l'intervention d'un religieux de l'abbaye de Sénanque auprès de la Kommandantur pour éviter des sévices en-

core plus graves ».

En raison de ces heures tragiques, le 11 novembre 1948, la ville reçoit la Croix de guerre avec étoile d'argent, la citation qui l'accompagne précise : « Ville martyre qui fut sous l'Occupation un des centres les plus actifs de la Résistance. Vingt de ses fils sont tombés sous les balles ennemies, cinq d'entre eux ont été emmenés en terre étrangère. Vingt de ses immeubles ont été détruits par représailles ou par fait de guerre ».

Chaque année, début août, Gordes rend hommage à ses martyrs civils et militaires.

J.C.

## Butte de Biard, Poitiers

Partout, partout en France : des camps, des prisons, des lieux de torture et de mise à mort. Partout : des villages anéantis, des villes rasées, dévastées. La guerre et ses traces... Et partout : la Résistance malgré la peur, ou bien, pour le plus grand nombre, le repli, l'attentisme silencieux. Mais aussi le pire : la collaboration. Soixante-dix ans plus tard, certaines mémoires prônent qui la repentance, qui le pardon. D'autres, une fois repentis, accueillent le reposant oublié auquel nous nous refusons. Chaque fois que faire se peut, là où nous sommes, modestement, nous disons et commémorons ce qui fut accompli pour que le monde recouvre paix et liberté.

Ainsi, le 7 mars 2010 à Biard, non loin de Poitiers, l'Association départementale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes de la Vienne, à l'issue de son congrès, s'est rendue devant la stèle des Fusillés de Biard en présence des personnalités civiles et militaires et des familles de Fusillés. Ainsi, le 25 avril pour la Journée nationale du souvenir de la Déportation, au même endroit : autorités et nombreux public, drapeaux qui s'inclinent et gerbes qu'on dépose, « Marseillaise » diffusée en son refrain, et « Chant des Partisans », et « Affiche rouge », interprétés par la chorale Chantons-Liberté de Poitiers, fidèle à ces lieux. Et puis : la lecture des 130 noms gravés dans la pierre.

Car ici, au milieu des landes désolées d'un ancien champ de tir traversé aujourd'hui par une autoroute (combien en avons nous d'identiques à travers la France ?) ici, on a massacré. 130 Fusillés y laissèrent la vie. Ils avaient de 17 à 60 ans, mais les plus nombreux (40 !) atteignaient à peine leurs vingt ans ; 33 étaient âgés de vingt à vingt-cinq ans ; 18 de vingt-cinq à trente ; 27 de trente à quarante... Les massacres commencèrent le 7 mars 1942, à dix heures et sept minutes : Huart Gaston, recti-

seau, furent assassinés au même endroit le 30 avril suivant...

Les autres, tous les autres tombèrent sous les balles nazies après avoir été « jugés » et condamnés par le Tribunal militaire allemand de Poitiers pour faits de Résistance. Les dernières exécutions abattirent 17 patriotes, le 4 juillet 1944. La date noire de ces litanies est celle du 8 mai 1944, avec ses 33 massacrés, tous membres du Maquis de Négret, près de Saint-Claud en Charente.

Les Fusillés de la Butte de Biard sortaient, pour la plupart, de La Pierre-Levée, maison d'arrêt de Poitiers, ou du Camp d'internement administratif de Rouillé, centre de séjour surveillé désigné pour accueillir 150 détenus d'Aincourt en Seine-et-Oise (Val d'Oise de nos jours)... Rouillé qui hébergea jusqu'à 638 prisonniers provenant, aussi et en grand nombre, des campagnes voisines du Poitou, des Charentes, des Deux-Sèvres, du Maine-et-Loire. Ils venaient de

partout : Algérie, Tchécoslovaquie, Italie, France... Ardennes, Landes ou Bretagne... Ils étaient de partout et voulaient libérer la France.

Jacques Carcedo



Poitiers - la Pierre levée : « En cette prison, sous l'Occupation allemande (1940-1944) furent martyrisés et tués des Patriotes français, pour notre liberté. »

fieur âgé de 23 ans, domicilié à Paris ; Jurquet Roger 22 ans, employé de mairie, domicilié à Montreuil-sous-Bois ; Martin Roland, 20 ans, lui aussi de Montreuil-sous-Bois... tous les trois arrêtés dès 1941, condamnés par les tribunaux français de Pétain, tous les trois fondateurs sur le terrain du Front national pour la Liberté et l'Indépendance de la France ! Six autres otages venus du camp de Rouillé, distant de quelques 27 km à vol d'oi-

**Vous êtes en accord avec les buts et l'action de notre association, aidez-nous en souscrivant et en faisant souscrire un abonnement de soutien de 30 euros.**